



Appel conjoint pour la

JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION TOTALE DES ARMES NUCLEAIRES

26 septembre 2025

Les Nations unies, créées il y a 80 ans, ont affirmé le désarmement nucléaire comme une priorité absolue dans leur toute première résolution, [A/Res/1\(1\)](#).

En 2013, frustrée par l'absence de progrès, l'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré le 26 septembre Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires ([A/Res/68/32](#)). Cette [Journée internationale](#) vise à sensibiliser et à informer le public sur la menace que représentent les armes nucléaires pour l'humanité et sur la nécessité de leur élimination totale. Chaque année, le 26 septembre, l'ONU organise également une réunion de haut niveau des dirigeants mondiaux afin de discuter des « mesures urgentes et efficaces » à prendre pour parvenir au désarmement nucléaire mondial.

Le choix de cette date n'est pas arbitraire : l'une des nombreuses occasions où l'humanité a frôlé la guerre nucléaire s'est produite le 26 septembre 1983, au plus fort de la guerre froide. Une guerre nucléaire a été évitée de justesse lorsque le colonel Stanislav Petrov, officier de service dans une installation russe d'alerte nucléaire précoce, a enfreint le protocole en ne confirmant pas à ses supérieurs une attaque apparente de missiles balistiques en provenance des États-Unis (qui s'est révélée être une fausse alerte). Deux ans plus tard, les États-Unis et l'Union soviétique ont [déclaré](#) conjointement qu'« une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée ». Cet engagement a été réaffirmé au cours des années suivantes, notamment dans une [déclaration](#) des États du P-5 en 2022 et dans le [Pacte pour l'avenir](#) adopté à l'unanimité lors du Sommet des Nations unies pour l'avenir (septembre 2024).

Cependant, aujourd'hui, le risque d'une guerre nucléaire due à un accident, à une erreur de calcul, à une escalade de crise ou à une intention malveillante est plus élevé que jamais, l'[Horloge de l'Apocalypse](#) se rapprochant davantage de minuit qu'en 1983. L'utilisation d'armes nucléaires par l'un des neuf États dotés de l'arme nucléaire ou par leurs alliés nucléaires aurait des conséquences catastrophiques sur le plan humain, économique et environnemental. L'utilisation d'une petite fraction seulement des 12 500 armes nucléaires stockées dans le monde pourrait mettre fin à la vie telle que nous la connaissons. En outre, les [100 milliards de dollars](#) américains dépensés chaque année pour les armes nucléaires seraient plus utiles pour soutenir la paix, la protection de l'environnement et d'autres besoins urgents de l'humanité et de la planète, comme l'expriment les [Objectifs de développement durable](#) (ODD).

La plus haute juridiction mondiale, la Cour internationale de justice, a [affirmé](#) en 1996 que la menace et l'utilisation des armes nucléaires sont généralement illégales et qu'il existe une obligation universelle pour les États de négocier de bonne foi afin de parvenir à un désarmement nucléaire complet. Les États qui s'appuient actuellement sur les armes nucléaires pour assurer leur sécurité ont l'obligation de remplacer ces politiques par des approches fondées sur le droit international et la sécurité commune, comme le prévoit la Charte des Nations unies.

Le Pacte pour l'avenir comprend des engagements visant à prévenir la guerre nucléaire et à parvenir à l'élimination mondiale des armes nucléaires. Les États membres de l'ONU devraient profiter de la



Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires et de la réunion plénière de haut niveau de l'ONU le 26 septembre pour annoncer des plans concrets visant à atteindre ces objectifs.

Nous, soussignés, appelons donc les dirigeants, les législateurs et les responsables à tous les niveaux de gouvernance (local/municipal, étatique, national et régional) à :

1. Affirmer que la menace ou l'utilisation d'armes nucléaires est inadmissible ;
2. Promouvoir des mesures concrètes de la part des États dotés d'armes nucléaires et de leurs alliés pour mettre en œuvre cette obligation, notamment en désactivant leurs forces nucléaires et en adoptant des politiques visant à ne jamais déclencher une guerre nucléaire ;
3. S'engager à parvenir à l'élimination mondiale des armes nucléaires au plus tard à l'occasion du centenaire de l'ONU en 2045, et à prendre immédiatement des mesures, notamment par le biais de négociations multilatérales, pour mettre en œuvre cet engagement ;
4. Réduire les budgets consacrés aux armes nucléaires et mettre fin aux investissements publics et privés dans l'industrie des armes nucléaires ; et
5. Réorienter ces fonds vers le renforcement des Nations unies, la promotion du maintien de la paix et la résolution des conflits, l'accélération des mesures de protection du climat et la satisfaction des besoins humains et économiques, conformément à l'article 26 de la Charte des Nations unies.

Il n'y a pas de meilleur moment que 2025, année du 80e anniversaire des bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki et de la création des Nations unies, pour entreprendre ces actions visant à parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires afin de protéger les générations actuelles et futures.

Cliquez [ici](#) pour soutenir l'appel.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur [Nuclear Abolition Day](#).
